

Dr. Andreas Schwab  
Membre du Parlement Européen

Dialogue économique franco-allemand

**Quelle(s) vision(s) de l'Europe économique en Allemagne et en  
France ?**

Intervention de M. Andreas Schwab

Mercredi 02 juillet 2008

De 09:00 à 11:00 Ifri, Salle de conférence

## **1. La gouvernance de la zone euro**

### La puissance d'EURO

Si l'euro n'a que neuf ans, il joue déjà dans la cour des grands : deuxième monnaie dans les échanges internationaux, juste derrière le dollar, deuxième monnaie de réserve, première monnaie pour les obligations internationales, l'euro fait dorénavant concurrence au dollar.

### Inflation

- inflation en zone euro a atteint le niveau record de 4 % en juin
  - le double de ce qui est préconisé par la BCE
- L'alimentation et les carburants ont été les principales causes de la poussée inflationniste, avec une hausse de 31% du gazole sur un an (5,5% sur un mois), de 12,6% de l'essence (5,5% sur un mois) et de 6,1% des produits alimentaires sur un an (0,4% sur un mois).

### Croissance

- La croissance a accéléré au premier trimestre 2008 dans la zone euro, atteignant 0,7% comparé à 0,4% le trimestre précédent.
- A l'instar des bons résultats français et allemands, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7% au premier trimestre et de 2,2% sur un an.
- La croissance dans la zone euro en 2007 a ralenti un peu plus que ce que l'on pensait jusqu'ici, à 2,6% contre 2,8% en 2006.
- La croissance européenne reste néanmoins supérieure à celle enregistrée aux Etats-Unis (2,2%), du jamais-vu depuis 2001 et les attentats du World Trade Center. La zone euro a également fait mieux que le Japon qui se contente de 2,1%.

## **La discussion**

Le fait que la gouvernance de la zone euro soit fréquemment l'objet de discussions académiques et politiques pourrait faire croire que cette question n'est pas encore réglée; en d'autres termes, que la zone euro ne disposerait pas encore d'un cadre de gouvernance clair.

Cette impression est trompeuse. Le traité prévoit une structure de gouvernance claire pour la zone euro. La question à se poser est si la gouvernance actuelle fonctionne correctement et, dans le cas contraire, s'il convient de la modifier ou plutôt d'en améliorer la mise en œuvre.

La gouvernance économique de la zone euro peut être analysée sous trois angles : les politiques, les objectifs et les institutions.

Les politiques:

- monétaire
- budgétaires
- structurelles

Les objectifs:

- la stabilité des prix
- la stabilisation du revenu
- la croissance durable

Les institutions:

- la Banque centrale européenne (et l'Eurosystème)
- l'Eurogroupe
- les gouvernements nationaux

Les huit premières années de l'Union économique et monétaire (UEM) confirment que la décision d'assigner à la politique monétaire un objectif principal, à savoir la stabilité des prix, était la bonne. De fait, depuis la signature et la ratification du traité, un grand nombre d'autres pays industriels et en développement ont modifié les statuts de leur propre banque centrale pour la rendre indépendante et lui assigner un objectif clair, la stabilité des prix. Je voudrais notamment citer le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suède, la Norvège et Israël.

Dans ces pays, la question de l'indépendance de la banque centrale et de la responsabilité de la stabilité des prix n'est plus l'objet d'aucun débat, que ce soit dans les milieux universitaires ou dans la sphère politique.

### **La Position française**

La principale excuse avancée par ceux qui demandent une modification des statuts du système européen de banques centrales (SEBC)/Eurosystème réside dans le fait que la Réserve fédérale des États-Unis a un double mandat, à savoir à la fois la stabilité des prix et la croissance.

Si la BCE avait un double mandat – telle est la thèse qui est développée –, elle pourrait mettre en œuvre une politique plus favorable à la croissance, tout en préservant la stabilité des prix. Si la BCE avait un double mandat, elle aurait pu – comme l'a fait la Réserve fédérale entre 2003 et 2004 – baisser les taux d'intérêt jusqu'à 1 %, donnant ainsi une impulsion beaucoup plus forte à la croissance.

On demande donc une plus grande flexibilité des instruments de la macroéconomie pour stimuler l'activité économique.

La BCE devrait donc aussi faire surveiller la croissance comme l'avait exigé Nicolas Sarkozy lundi dernier. La hausse des prix de la consommation dans la zone euro -avec un taux de l'année de 4,0% - a atteint un niveau de record.

Les Etats devraient récupérer leur influence sur les taux de change a aussi demandé Dominique de Villepin. Concrètement, les ministres de finance des Etats Euro devrait former un contrepoids face à la BCE. Villepin a par cette argumentation repris un argument qui apparaît souvent: l'exigence que la BCE devait être soumise à des décisions politiques.

L'arrière-fond est que la baisse du dollar en France est poursuivi avec beaucoup de souci. Paris rend l'euro partiellement responsable pour la faiblesse continue en export de l'économie française. Surtout l'industrie automobile et aéronautique sont affectées. Il faut toutefois noter que tous les européens sont confrontés à ce défi et d'autres font mieux que la France.

Figaro:

- les besoins du long terme sont importants (croissance, le renforcement des capacités de production), donc il faut compléter le pacte de stabilité et de croissance (PSC) actuel par un mécanisme de coordination des politiques budgétaires qui permette de conduire des politiques «contracycliques» collectives
- en revanche c'était faux que la BCE conduit la politique de change de l'eurozone, ca devrait être l'eurogroupe mais en relation avec la BCE

- c'est pour cela que le Figaro propose un 'Conseil de la politique économique de la zone euro' qui favorise la coordination entre la BCE et l'Eurogroupe-Ecofin (article dans le Figaro 1.05.2008)

Beaucoup de propositions françaises vont dans la direction à vouloir créer un "policy-mix" entre des politiques budgétaires qui resteront de la responsabilité de chaque Etat et une politique monétaire supranationale sans "toucher à l'indépendance de chacun" ce qui paraît - pour les allemands peu faisable.

### **La Position allemande**

Il existe un cadre clair pour la gouvernance économique de l'Union économique et monétaire. Il est intégralement mis en œuvre en ce qui concerne la politique monétaire et la coordination entre la BCE et l'Eurogroupe, en particulier dans le domaine de la politique de change.

Il y a certainement des marges d'amélioration dans plusieurs domaines. Je citerais en premier lieu la coordination au sein de l'Eurogroupe, en ce qui concerne les politiques budgétaires, afin d'améliorer la conduite des politiques nationales. Le deuxième domaine est celui de la représentation extérieure de la zone euro, en particulier au sein des institutions financières internationales.

Toutefois, Berlin défend plutôt l'idée qu'un euro fort est de nature à renforcer l'Europe dans son rôle de puissance économique, comme l'a précisé il n'y a pas longtemps Angela Merkel. L'euro ne doit pas se faire l'objet de luttes de pouvoir politique entre institutions européennes. Il convient aussi de ne pas diviser les membres de la zone euro et les autres

en voulant créer des nouvelles instances comme l'avait suggéré à plusieurs reprises François Fillon et d'autres autorités françaises.

Critiquer la BCE pour être trop restrictive méconnaît la vraie nature du problème: les économies des pays européens se prouvent de plus en plus hétérogènes. En premier lieu, c'est le problème démographique dans des pays comme l'Allemagne et l'Italie qui pèse considérablement sur la consommation. En second lieu, en Espagne, nous nous voyons face à une économie de service de plus en plus accentuée par rapport à des pays comme l'Allemagne avec une économie industrielle forte ce qui demanderait une diversification dans les politiques difficilement réalisables. En troisième lieu nous devons considérer l'endettement des ménages comme défi majeur à une politique efficace. La BCE aurait donc un problème triple: la politique monétaire ne peut rien faire contre les effets dépressifs de la défaillance démographique, le ciblage de la politique face aux économies avec des appuis différents seraient d'autant plus difficile et il s'y ajoute que durcir ses conditions de crédit si l'Allemagne et l'Italie souffrent justement de la baisse de consommation ne paraît pas possible.

Finalement, la discussion revient à la question de la stabilité des prix. Sur le long terme, seulement l'indépendance de la BCE peut garantir une stabilité des prix comme les Allemands l'ont connu dans l'histoire par l'ancrage de cet objectif pour la Banque centrale allemande dans la loi fondamentale. C'est l'histoire qui a enseigné à l'Allemagne que seul une monnaie forte pouvait faire contrepoids au dollar. Surtout le mode de prise de décision poserait problèmes dans le cas d'une politique monétaire au niveau supranational qui ferait défaut à l'efficacité des décisions de la BCE.

## **Fondements juridiques**

Le traité de Maastricht dans l'article 7 porte sur l'indépendance de la BCE et affirme que "ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décisions ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des Etats-membres ou de tout organisme. En retour, ces derniers s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres du système européen des banques centrales (SEBC) dans l'accomplissement de leur mission."